

Les pratiques monétaires des ménages au prisme de la financiarisation

Jeanne Lazarus, Mariana Luzzi

▶ **To cite this version:**

Jeanne Lazarus, Mariana Luzzi. Les pratiques monétaires des ménages au prisme de la financiarisation. Critique Internationale, 2015, 4 (69), pp.9 - 19. 10.3917/crii.069.0009 . hal-02159929

HAL Id: hal-02159929

https://sciencespo.hal.science/hal-02159929

Submitted on 19 Jun 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Les pratiques monétaires des ménages au prisme de la financiarisation

par Jeanne Lazarus et Mariana Luzzi

En 2014, divers colloques et symposiums[1] ont célébré les vingt ans de la publication du livre majeur de Viviana Zelizer, *La signification sociale de l'argent*[2]. Si cet ouvrage a marqué la sociologie économique et la sociologie dans son ensemble, c'est parce qu'il a ouvert la voie à un champ de recherche – la sociologie de l'argent, et notamment de l'argent domestique – dont il a en même temps légitimé l'autonomisation. V. Zelizer a montré que l'argent n'est pas neutre, qu'il a une odeur, une morale et des attaches qu'il convient d'étudier, mais elle a aussi décrit les efforts permanents des acteurs pour ne pas lui être soumis et l'adapter aux situations sociales ainsi qu'aux relations entre ses utilisateurs. Ses travaux ont donné leurs lettres de noblesse aux recherches sur l'économie domestique, alors que le renouvellement de la sociologie économique depuis la fin des années 1970 – en particulier autour de la notion d'encastrement – avait concentré son attention sur les espaces marchands, la production et la distribution : l'argent des ménages n'y apparaissait que sous la forme de la consommation et comme un sujet relevant de la sociologie de la famille[3].

1. Notamment lors du symposium « Money Talks », qui s'est tenu à Yale University (New Haven) le 12 septembre 2014, ou du colloque « Pricing Practices, Ranking Pratices », organisé par l'ENS (Paris) du 29 juin au 1er juillet 2015.
2. Viviana Zelizer, *The Social Meaning of Money*, New York, Basic Books, 1994.
3. V. Zelizer, « "L'argent social". Entretien avec Florence Weber », *Genèses*, 65, 2006, p. 126-137.

Notre dossier s'inscrit dans la continuité de ces recherches sur l'économie domestique. Nous considérons en effet les pratiques monétaires des ménages comme un sujet central de la sociologie économique. L'originalité de notre approche est de réfléchir à ces pratiques en lien avec les institutions dans lesquelles elles prennent place et, inversement, de réfléchir aux institutions en lien avec ces pratiques. Par institutions nous désignons à la fois les institutions financières, privées ou publiques, qui font profession de vendre des supports financiers (des banques, des assurances, des organismes de microcrédit), mais également les États, la régulation et la monnaie.

Les articles réunis ici traitent autant des pays dits du « Nord » que de ceux du « Sud » et mobilisent les outils de plusieurs disciplines (la sociologie, l'anthropologie, l'histoire et l'économie). Nous ne proposons pas une analyse comparative en bonne et due forme, car les auteurs observent des pratiques différentes selon les pays et les époques. Leurs questionnements sont toutefois les mêmes : comment la mise en présence des particuliers avec les institutions financières s'opère-t-elle ? Dans quels cadres les pratiques monétaires se développent-elles ? Comment les individus les adoptent-ils, les adaptent-ils ou leur résistent-ils ?

Par la réunion de ces éclairages complémentaires, nous souhaitons participer aux réflexions actuelles sur la financiarisation de l'argent quotidien et proposer une sociologie de l'argent qui tienne compte aussi bien des relations sociales et des supports techniques que des cadres juridiques, politiques et économiques dans lesquels circule l'argent.

Pratiques et institutions

Les travaux sur la financiarisation de la vie quotidienne sont assez différents selon les aires géographiques dont ils traitent, pourtant, on y trouve une tension identique quant à l'articulation des niveaux d'analyse : peu de recherches abordent conjointement les pratiques monétaires domestiques et les institutions financières, en dehors de travaux récents très stimulants[4]. La financiarisation est souvent analysée « par le haut », à travers les outils financiers proposés aux individus, soit depuis une tradition foucaldienne, qui dénonce dans les pays développés la

4. C'est probablement en France que l'intérêt pour les études consacrées aux finances domestiques à la fois du point de vue des pratiques économiques ordinaires et du point de vue des institutions financières est le plus courant. Jeanne Lazarus, *L'épreuve de l'argent. Banques, banquiers, clients*, Paris, Calmann-Lévy, 2012 ; Laure Lacan, « L'argent des crédits : recours au crédit à la consommation, contraintes et pratiques de remboursement de petits fonctionnaires entre les années 1980 et les années 2000 », thèse de sociologie, École des hautes études en sciences sociales, 2013 ; Hélène Ducourant, « Du crédit à la consommation à la consommation de crédits : autonomisation d'une activité économique », thèse de sociologie, Université de Lille 1, 2009. En ce qui concerne les pays du Sud, cet effort reste rare parmi les chercheurs latino-américains. José Ossandón (ed.), *Destapando la caja negra.Sociologías de los créditos de consumo en chile*, Santiago, Instituto de Investigación en Ciencias Sociales, ICSO Universidad Diego Portales, 2012, et Lúcia Müller, « Banks in the Brazilian Favela: A Study of the Relations between Bank Branches and Residents of an Urban Region Targeted by "Pacification" Policies », communication présentée au 27e SASE Annual Meeting, Londres, juillet 2015.

transformation des citoyens en « sujets financiers » (*financial subjects*[5]) obligés d'affronter de nouvelles contraintes et le transfert de risques qu'induit la mise à leur disposition de nouveaux produits de crédit, de placement et d'assurance dans un contexte de rétrécissement de l'État providence ; soit depuis une position beaucoup plus optimiste qui souligne les bienfaits de la financiarisation et que l'on retrouve dans certaines branches de l'économie du développement. C'est notamment dans ce cadre que le microcrédit est perçu comme un outil très positif, et pour cette raison que Mohamed Yunus a reçu le prix Nobel de la paix en 2006 ou que des expérimentations du J-Pal[6] sont centrées sur des questions financières. Toutefois, des travaux bien plus critiques montrent les limites, effets pervers et contraintes du microcrédit[7]. Toutes ces approches ont le grand intérêt de décrire les marchés comme les produits financiers auxquels les particuliers doivent s'adapter. Elles font également apparaître les évolutions des modes de protection individuels et collectifs dans des contextes socioéconomiques très variés. Pour autant, la façon dont les individus utilisent ces outils et les effets concrets de cette utilisation sur leurs pratiques financières restent souvent dans l'ombre.

Les pratiques monétaires elles-mêmes sont l'objet de nombreux travaux qui utilisent le plus souvent la méthode de l'ethnographie économique[8]. En analysant la comptabilité domestique et les « façons de compter », ces recherches ont prouvé que, même dans une économie « développée », bancarisée et très administrative, les individus utilisent de multiples registres de calcul, souvent non monétaires, dans lesquels entrent en ligne de compte des formes de réciprocité, des liens familiaux, des solidarités, des contraintes, et aussi de l'argent[9]. Pour les économies aux systèmes bancaires moins développés, les travaux sont davantage centrés sur des pratiques dites « informelles », parce que ne passant pas, ou peu, par des institutions financières. Ces recherches sont consacrées à la circulation de l'argent dans les migrations[10] mais aussi aux modalités de survie dans des situations de

5. Paul Langley, *The Everyday Life of Global Finance*, Oxford, Oxford University Press, 2009 ; Jacob Hacker, *The Great Risk Shift, the New Economic Insecurity and the Decline of the American Dream*, Oxford, Oxford University Press, 2008 ; David Knights, « Governmentality and Financial Services: Welfare Crises and the Financially Self-Disciplined Subject », dans Glenn Morgan, David Knights, *Regulation and Deregulation in European Financial Services*, Basingstoke, Macmillan, 1997.

6. Le J-Pal ou Abdul Latif Jameel Poverty Action Lab a été fondé par Esther Duflo en 2003. Il est situé au MIT avec des antennes dans quatre autres pays. Arthur Jatteau, « Expérimenter le développement ? Des économistes et leurs terrains », *Genèses*, 93, 2013, p. 8-28.

7. Isabelle Guérin, *La microfinance et ses dérives : émanciper, discipliner ou exploiter les pauvres ?*, Paris/Marseille, Demopolis/IRD, 2015.

8. Caroline Dufy, Florence Weber, *L'ethnographie économique*, Paris, La Découverte, 2007.

9. Ana Perrin-Heredia, « Logiques économiques et comptes domestiques en milieux populaires. Ethnographie économique d'une "zone urbaine sensible" », thèse de sociologie, Université de Reims Champagne-Ardenne (URCA), 2010 ; F. Weber, « Transactions marchandes, échanges rituels, relations personnelles. Une ethnographie économique après le Grand Partage», *Genèses*, 41, 2000, p. 85-107.

10. Isabelle Chort, Hamidou Dia (dir.), « L'argent des migrations », numéro spécial, *Autrepart*, 67-68, 2013 ; Magdalena Villarreal, « Indebted Mexicans in the Californian Mortgage Crisis », dans Isabelle Guérin, Solène Morvant-Roux, Magdalena Villarreal, *Microfinance, Debt and Over-Indebtedness*, Londres, Routledge, 2014.

grande pauvreté[11]. Toutefois, les chercheurs sont également attentifs aux effets de l'introduction d'outils financiers, notamment le *mobile banking* ou les crédits à la consommation, sur les pratiques économiques, et se focalisent plus souvent sur la façon dont les personnes se saisissent de ces nouveaux outils que sur les pratiques et stratégies des institutions financières[12].

Distinguer le formel et l'informel ?

L'un des enjeux récurrents des recherches sur les pratiques monétaires est la distinction entre économie formelle et économie informelle. Une vision évolutionniste, que l'on trouve notamment du côté des chantres de la bancarisation des ménages, voudrait que l'économie formelle, c'est-à-dire insérée dans des institutions financières et dans les circuits de surveillance de l'État, en particulier à travers l'impôt, soit plus moderne et rationnelle que l'économie dite informelle, qui repose sur des liens sociaux, des ententes orales et des modes de calcul encastrés[13]. Inversement, certains travaux tendent à proposer une vision romantique des pratiques « informelles », plus riches en relations sociales que les pratiques formelles, donc plus généreuses et moins porteuses de rapport de domination.
Ces catégories peuvent être critiquées pour au moins deux raisons. D'abord, parce que l'« informel » contient des contrats, des engagements et des devoirs qui le formalisent, alors que le « formel » n'est presque jamais exempt de relations sociales, et même lorsque ces relations passent par des serveurs vocaux ou des dispositifs techniques, ces derniers sont construits en tenant compte des aspects relationnels et émotionnels[14]. Ensuite, parce que la distinction entre formel et informel suppose un monde qui se rationnaliserait progressivement et sert souvent à délégitimer les savoir-faire de l'économie domestique. Pour autant, et parce qu'elles sont utilisées par les acteurs eux-mêmes (notamment ceux qui cherchent à faire en sorte que l'argent des ménages transite par les institutions financières), ces catégories nous semblent heuristiques dans la mesure où elles offrent une possibilité de description – parmi d'autres – de la pluralité des modes d'utilisation de l'argent.

11. Pablo Figueiro, « Disponer las prácticas: consumo, crédito y ahorro en un asentamiento del Gran Buenos Aires », *Civitas*, 10 (3), 2010, p. 410-449 ; Lúcia Müller, Décio Vicente, « Vão-se os anéis: uma abordagem antropológica do penhor como instrumento de crédito », *REDD – Revista Espaço de Diálogo e Desconexão*, 4, 2012, p. 105-119 ; M. Villarreal (ed.), *Antropología de la deuda: crédito, ahorro, fiado y prestado em las finanzas cotidianas*, Guadalajara, CIESA/Miguel Angel Porrua, 2004 ; Ariel Wilkis, *Las sospechas del dinero. Moral y economía en la vida popular*, Buenos Aires, Paidós, 2013.
12. L. Müller, « Negotiating Debts and Gifts: Financialization Policies and the Economic Experiences of Low-Income Social Groups in Brazil », *Vibrant – Virtual Brazilian Anthropology*, 11 (1), janvier-juin2014.
13. Claire Lemercier, Claire Zalc, « Pour une nouvelle approche de la relation de crédit en histoire contemporaine », *Annales. Histoire, Sciences sociales*, 67 (4), décembre 2012, p. 979-1009.
14. Joe Deville, *Lived Economies of Default. Consumer Credit, Debt Collection and the Capture of Affect*, Londres, Routledge, 2015.

En outre, les outils formels et informels de gestion de l'argent ne peuvent, à nos yeux, être entièrement symétrisés car ils accompagnent très souvent des niveaux d'intégration sociale et économique différents. Réussir à utiliser les supports financiers nécessite d'avoir passé les épreuves de l'espace social de la finance formelle. Dans son travail sur les cartes de crédit au Chili, peut-être l'un des rares exemples de recherche approchant le crédit à la consommation en Amérique latine à la fois du côté de l'offre (les grands magasins proposant lesdites cartes à leurs clients) et de la demande (les individus issus des couches populaires les utilisant)[15], José Ossandón décrit le statut que donne à certaines femmes l'accès à ces cartes de crédit qu'elles prêtent ensuite à leur entourage, donnant lieu à un enchaînement d'engagements dont la maîtrise nécessite des trésors d'ingéniosité et de calculs. Les outils formels comme informels impliquent des rapports de force et peuvent être plus ou moins favorables aux débiteurs dans différentes situations. Il existe en outre une catégorie de supports financiers, qualifiée de *fringe banking* aux États-Unis, qui est aux marges de la formalisation. Des entreprises légales proposent, à des coûts prohibitifs, des crédits, assurances et supports monétaires à ceux qui sont exclus du système bancaire commun parce que trop pauvres ou présentant trop peu de garanties. Ainsi les pratiques monétaires des individus se jouent-elles dans un espace économique beaucoup plus complexe que ne le suppose la dichotomie formel-informel. Plus que d'une frontière nette entre les deux, nous préférons parler d'une pluralité d'institutions, de produits, d'outils et de relations révélant des degrés de formalisation (ou d'informalité) variables. Dans certains cas, la formalisation est protectrice – elle donne des droits aux débiteurs, impose des contrats contrôlables par les régulateurs –, dans d'autres, ce sont les réseaux informels qui offrent aux individus les moyens de subsister. En outre, les économies domestiques sont toujours constituées des deux ; une partie des articles de ce dossier montrent que les appartenances à des réseaux financiers multiples aussi bien formels qu'informels se complètent et sont même parfois indispensables les unes aux autres. Pour rembourser un crédit bancaire, Saraswathi, Indienne appartenant à une caste inférieure et dont l'histoire est au cœur de l'article de M. Villarreal, I. Guérin et K. S. Santosh Kumar, recourt parfois au prêt sur gage, mais il lui arrive également d'emprunter de l'argent à un membre d'une caste supérieure, utilisant ainsi l'informel et ses contraintes lourdes pour faire face au formel.

15. José Ossandón, « "My Story has no Strings Attached": Credit Cards, Market Devices and a Stone Guest », dans Franck Cochoy, Joe Deville, Liz Mc Fall (eds), *Markets and The Arts of Attachment*, Londres, Routledge Taylor &Francis, à paraître en 2016.

Présentation du dossier

Les travaux réunis ici non seulement s'attachent à décrire comment les institutions façonnent les produits monétaires mis à disposition des particuliers et comment ces produits influencent les façons de compter, de percevoir l'argent et le temps, mais aussi accordent une attention particulière à la description des pratiques elles-mêmes. À travers les différents niveaux d'analyse et les différents cas étudiés, il apparaît très nettement que pratiques et institutions s'influencent mutuellement, et l'on ne peut comprendre cette double influence qu'en les analysant ensemble.
Mariana Luzzi s'intéresse à une période très spécifique de l'histoire monétaire argentine : entre 2001 et 2003, alors que le pays est plongé dans une grave crise économique, plus de la moitié des provinces émettent des monnaies locales. Ce sont alors 15 monnaies qui circulent simultanément sur le territoire national. Cette expérience très particulière fournit l'occasion d'observer l'adaptation des individus à cette pluralité monétaire et la manière dont ils réorganisent leurs façons de calculer.
M. Villarreal, I. Guérin et K. S. Santosh Kumar posent des questions très similaires dans des contextes socioéconomiques pourtant totalement différents. En analysant en profondeur les pratiques monétaires de deux femmes, l'une en Inde, l'autre au Mexique, elles montrent les capacités souvent insoupçonnées de « jonglage » entre de multiples sources de financement de personnes que leur situation sociale et/ou géographique place parmi les plus pauvres alors même qu'elles jouent un rôle pivot au sein de leurs communautés respectives et plus encore entre ces communautés et les institutions financières.
Les trois articles suivants traitent de cas situés en Europe, dans des économies dites « bancarisées », c'est-à-dire où le pourcentage de ménages qui possèdent au moins un compte en banque approche les 100 %. Or le fait de posséder un compte en banque ne va pas forcément de soi et ne signifie pas qu'on en ait la maîtrise. Ces trois articles montrent le pouvoir des banques sur leurs clients mais aussi les efforts d'ajustement fournis par ces derniers pour parvenir à utiliser les produits bancaires sans trop de dommages. Le terme de bancarisation, tel qu'il est utilisé habituellement dans la littérature académique, désigne le moment où une population accède en masse aux services bancaires, et a été forgé en référence à ce qui s'est passé dans les pays européens développés où, depuis les années 1960, la bancarisation a été orchestrée par les pouvoirs publics[16]. Les services bancaires étaient alors fortement encadrés juridiquement (quand les banques elles-mêmes n'étaient pas des entreprises nationales) et considérés comme devant servir d'amortisseur entre les ménages et le monde de la finance, les banques garantissant continuité et stabilité dans les économies domestiques.

16. Pour la France, voir J. Lazarus, *L'épreuve de l'argent. Banques, banquiers, clients*, *op. cit.*.

Hamidou Dia et Laure Lacan décrivent l'économie domestique des migrants sénégalais installés en France qui se trouvent pris entre de multiples formes de calculs et normes institutionnelles à faire coïncider : ils doivent non seulement apprendre à utiliser une banque alors que beaucoup d'entre eux ne fréquentaient pas ce type d'établissement au Sénégal, mais aussi composer entre des économies et des modes de dépense extrêmement différents sur les diverses scènes sociales auxquelles ils appartiennent.

Le cas étudié par Valentina Moiso nous rappelle pourtant que nous devons nous méfier d'une vision des rapports entre ménages et institutions qui donnerait le sentiment que seules les personnes découvrant la bancarisation (comme les migrants du Sud arrivant dans des pays du Nord) seraient en difficulté face aux produits bancaires. Cette auteure étudie comment les emprunteurs italiens de crédits immobiliers à taux variables ont réagi lorsque ces taux ont vertigineusement augmenté en 2008. À partir d'entretiens et d'observations avant et après la crise, elle montre le rôle essentiel du type de liens entre clients et banques au moment de la prise de décision, et décrit en détail la domination qu'exercent les banques à tout moment, surtout lorsque les emprunteurs voient leurs mensualités de crédit doubler.

Enfin, Orsi Husz retrace le processus de bancarisation de la Suède à la fin des années 1950 et rappelle les enjeux culturels qui ont accompagné la transformation des citoyens suédois en « sujets financiers ». Son approche historique permet de comprendre combien l'acquisition des comptes en banque, qui semblent aujourd'hui des produits banals, a pu bouleverser les modes de vie et générer toute une série de contraintes inattendues (utilisation de nouveaux moyens de paiement, ralentissement de l'accès à son argent, apprentissage de nouveaux modes de gestion, etc.).

Lutter contre la tentation évolutionniste

La mise en série dans un même dossier de ces différents cas permet de réfuter une conception souvent inconsciente mais parfois assumée qui consiste à présenter la pénétration des services et produits bancaires dans les pays en développement d'aujourd'hui comme l'équivalent tardif de la bancarisation, il y a une cinquantaine d'années, de l'Europe et de l'Amérique du Nord. Or les rythmes sont très différents. La mise en place de ces institutions financières dans les pays du Sud et l'adaptation de leurs clients à ces nouveaux systèmes sont exceptionnellement rapides. Il y a donc bancarisation, au sens d'augmentation du pourcentage de ménages possédant un compte en banque, mais celle-ci est aussi une forme de financiarisation, si l'on entend par là le processus par lequel des institutions financières très différentes vendent des produits qui relient directement, par divers mécanismes, les finances domestiques à la finance de marché. Lorsqu'elles se sont ouvertes au grand public, dans les années 1950 et 1960, les banques du Nord se sont

contentées de proposer des comptes et des chéquiers, parfois des comptes épargne, plus tard seulement des crédits. À l'heure actuelle, les industries financières du Sud proposent tous les produits financiers d'épargne, de crédit et d'assurance à des clients qui apprennent très rapidement à les utiliser. Cette rapidité peut être imputée à plusieurs facteurs : tout d'abord, les systèmes techniques sont bien plus performants que dans les années 1950 ou 1960, l'informatisation des banques, les infrastructures de circulation de l'argent électronique permettent des transferts d'argent bien plus rapides ; ensuite, au-delà de l'aspect technique, la réglementation bancaire, notamment en raison de la mondialisation des échanges et de la libéralisation des économies mondiales, est souvent bien moins contraignante qu'elle ne l'était il y a un demi-siècle ; enfin, les produits financiers sont finalisés et prêts à être mis en place, ils ont été testés ailleurs, ce qui n'était pas le cas dans la période précédente. En effet, le rythme d'introduction de nouveaux produits était alors forcément plus lent, puisque les banques les inventaient au fur et à mesure et avaient le sentiment qu'il était important d'acclimater progressivement leurs clients aux nouveaux usages, qu'il s'agisse des moyens de paiement, du compte en banque, des crédits ou des placements.

O. Husz relate que les banquiers suédois parlaient déjà dans les années 1950 de la nécessité d'éduquer la population aux produits bancaires. Cette volonté de pédagogie prend d'autres formes aujourd'hui[17], alors que le thème de l'éducation financière (*financial literacy*) est devenu depuis une quinzaine d'années un sujet primordial de politiques publiques dans les pays du Nord mais aussi dans ceux du Sud[18]. Le niveau moyen de compétence pour maîtriser le panel des outils bancaires existants est sans comparaison dans les pays « nouvellement bancarisés » avec ce qu'il était à l'époque décrite par O. Husz. Cela apparaît très clairement dans l'article de M. Villarreal, I. Guérin et K. S. Santosh Kumar : les deux femmes dont les parcours sont présentés, qui se débattent pour survivre monétairement et faire survivre leurs familles, utilisent les services « formels », pour certains très récents, à l'intérieur de circuits économiques dans lesquels on trouve également des dettes et des créances relevant de liens familiaux et d'obligations sociales. Le « jonglage » consiste précisément à utiliser simultanément ces modalités hétérogènes de circulation de l'argent en s'appuyant sur la variété des ressources nécessaires pour mobiliser chacune d'elles (capital social, relationnel, insertion dans l'économie formelle, etc.), ainsi que sur la variété de leurs temporalités et de leurs coûts. De la même façon, les migrants sénégalais décrits par Hamidou Dia et Laure Lacan sont en mesure d'articuler des modes de fonctionnement très divers des flux d'argent, inclus dans de multiples espaces sociaux et façons de compter.

17. Voir à ce sujet le numéro spécial dirigé par Vincent Gayon et Benjamin Lemoine, *Pédagogie économique*, *Genèses*, 93, 2013.

18. J. Lazarus, « De l'aide à la responsabilisation. L'espace social de l'éducation financière en France », *Genèses*, 93, 2013, p. 76-97 ; I. Guérin, « The Fallacy of Financial Education: Insights from Economic Anthropology », dans *Microfinance in Crisis*, *Working Papers Series*, 1, Paris I Sorbonne/IRD, 2012.

Toutefois, le cas des ménages italiens de classe moyenne confrontés à l'augmentation inattendue de leurs mensualités de crédits immobiliers montre que, même dans des pays qui semblent « développés » et « bancarisés », le lien, pourtant familier, des clients avec le monde bancaire est loin d'aller de soi, et que les produits proposés peuvent comporter des mauvaises surprises, des risques et des potentialités d'exploitation des clients par l'industrie financière.
Pour donner un sens aux différences entre les cas, il faut poser simultanément deux questions : celle de la comparaison entre pays et celle des structures sociales au sein de chaque pays. Tout d'abord, la comparaison : elle oppose les pays développés, anciennement bancarisés, c'est-à-dire où la population a eu accès en masse aux produits bancaires depuis plusieurs décennies, et les pays en développement, dont le système bancaire ne s'est que plus récemment ouvert à l'ensemble des individus. Ensuite, les structures sociales : les différentes catégories sociales ne se voient pas proposer les mêmes services financiers, ce qui crée, dans chaque cas, des inégalités dans l'accès et l'usage des produits existants. Pour autant, la massification des produits financiers prend des formes différentes lorsque les populations visées sont, comme en Suède, les classes moyennes salariées stables, ou, comme en Inde ou au Mexique, des populations parfois très pauvres, ayant des revenus instables et de faibles protections étatiques. Il est donc essentiel d'avoir en tête ces deux niveaux de comparaison des services proposés : entre pays et entre groupes sociaux à l'intérieur de chaque pays.

Les travaux présentés dans ce dossier prouvent que la bancarisation, par laquelle les banques se proposent de tenir les comptes de leurs clients à leur place, produit une forme d'homogénéisation des pratiques monétaires qui réduit les savoir-faire des individus. Quand une crise survient qui supprime les routines, comme dans le cas argentin et, dans une moindre mesure, italien, les personnes mettent en place des combinaisons et des calculs très complexes qu'elles n'auraient sans doute pas été en mesure de réaliser abstraitement lors de tests destinés à évaluer leur niveau d'éducation financière. Or, quand elles doivent se mouvoir entre différentes monnaies, différents cadres de calculs selon que les circuits sont formels, informels, administratifs, illégaux et autres, leur « sens pratique » les conduit à maîtriser des opérations très sophistiquées.
Ce constat permet de relativiser le concept de « financiarisation de la vie quotidienne » tel qu'il s'est développé aux États-Unis et en Grande-Bretagne depuis une quinzaine d'années, notamment depuis la parution de l'ouvrage de Randy Martin[19]. La vision développée par cette littérature est que les filtres entre les ménages et les soubresauts de la finance se sont étiolés, en particulier du fait de la libéralisation des marchés financiers, ce qui a conduit à plus de complexité, moins

19. Randy Martin, *The Financialization of Daily Life*, Philadelphia, Temple University Press, 2002.

de maîtrise et plus de risques. Les individus ont alors été obligés de se socialiser à des pratiques capitalistes et de devenir des « entrepreneurs d'eux-mêmes »[20]. Il ne s'agit pas de nier le nombre et l'importance des produits financiers que les ménages doivent désormais apprendre à gérer mais de souligner que les économies peu ou non bancarisées ne sont pas dénuées de risques financiers ni dépourvues de produits financiers et de modalités de gestion assurancielle complexes. Les travaux d'histoire[21] nous ont appris que ces savoir-faire sophistiqués sont indispensables à la survie dans des situations d'accès rare à la monnaie, de forte dépendance interpersonnelle et de pauvreté généralisée – précisément les situations souvent qualifiées d'« informelles » et de « non bancarisées ».

L'analyse pourrait donc être nuancée en considérant que cette « financiarisation de la vie quotidienne », loin d'être une nouveauté, s'inscrit dans une continuité historique qui avait été oubliée par le moment spécifique qu'a constitué la période de la bancarisation des années 1950 et 1960, contrôlée par les États et associée au salariat stable. La massification des produits financiers doit être analysée en tenant compte tout autant des conditions économiques et politiques que des questions techniques, et en accordant une attention particulière au contrôle étatique sur la protection des finances des ménages, ou de ce que l'école de la régulation nomme des « configurations »[22]. Les contributions à ce dossier permettent de réfléchir au lien entre modèles productifs et types de finances pour les particuliers : dans les pays développés, la bancarisation a été l'apanage du fordisme et de son modèle socioéconomique mutualisé et intégrateur tandis que la financiarisation accompagnerait le post-fordisme et le salariat précaire. Dans les pays en développement en revanche, la distance entre ces deux processus se révèle plus courte, voire inexistante : la bancarisation de masse et la financiarisation sont plutôt concomitantes, et les individus obligés de compter avec des contraintes de plus en plus complexes. En outre, la bancarisation telle que définie dans les pays développés, c'est-à-dire assortie d'un compte bancaire et de flux financiers déclarés et officiels, ne touche qu'une partie de la population, celle concernée par l'économie formelle et le salariat stable. Pour le reste de la société, il ne s'agit que de financiarisation, au sens où l'industrie financière développe des produits, souvent onéreux (crédits, assurance, épargne) que les populations les plus fragiles intègrent dans leurs économies quotidiennes sans que les banques soient investies du rôle social qu'elles avaient dans les processus de bancarisation des pays développés[23].

Ce dossier a donc pour ambition de mettre en évidence l'ampleur des enjeux que soulève la question de l'argent domestique, question au cœur des multiples incertitudes que doivent affronter les individus. Il est le reflet des questions

20. P. Langley, *The Everyday Life of Global Finance*, *op. cit.*.
21. Laurence Fontaine, *L'économie morale*, Paris, Gallimard, 2008.
22. Robert Boyer, *Théorie de la régulation. 1. Les fondamentaux*, Paris, La Découverte, 2004.
23. Voir à ce sujet les articles de Valentina Moiso et Orsi Husz dans ce dossier. Et sur la France, J. Lazarus, *L'épreuve de l'argent. Banques, banquiers, clients*, *op. cit.*.

économiques et sociales de grande ampleur que sont l'organisation du système bancaire, l'organisation du travail et celle des protections collectives publiques et privées. ■

Jeanne Lazarus est sociologue, chargée de recherche au CNRS et membre du Centre de sociologie des organisations (CSO) à Sciences Po. Ses travaux portent sur les conséquences sociales de la bancarisation et de la financiarisation, en interrogeant à la fois les politiques publiques d'encadrement de l'argent des ménages et les pratiques quotidiennes des individus. Elle a notamment publié *L'épreuve de l'argent. Banques, banquiers, clients* (Paris, Calmann-Lévy, 2012) et *Sociologie de l'argent* (Paris, La Découverte, 2007, avec Damien de Blic), et co-dirigé le numéro « Vivre et faire vivre à crédit », *Sociétés contemporaines* (76, 2009, avec Laure Lacan, Ana Perrin-Heredia et Sébastien Plot).
jeanne.lazarus@sciencespo.fr

Mariana Luzzi est sociologue, chargée de recherche au CONICET et chercheure-enseignante à l'Universidad Nacional de General Sarmiento (Argentine). Ses recherches s'inscrivent dans la sociologie économique et portent plus particulièrement sur l'étude des pratiques économiques ordinaires et sur les usages sociaux de l'argent dans des contextes de pluralité monétaire. Elle développe actuellement deux lignes de recherche : l'étude socio-historique du rôle du dollar américain dans l'économie argentine et l'examen des rapports entre la croissance de la consommation et le développement de la financiarisation dans l'Argentine de l'après-crise. Elle a publié *Réinventer le marché ? Les clubs de troc face à la crise en Argentine* (Paris, L'Harmattan, 2005) et *Rompecabezas. Transformaciones de la estructura social argentina (1983-2008)* (Los Polvorines, Universidad Nacional de General Sarmiento/ Buenos Aires, Biblioteca Nacional, 2008, avec Carla Muriel del Cueto), ainsi que des articles sur les systèmes d'échange local et les monnaies sociales en Argentine, les conflits à propos des dépôts bancaires et des dettes lors de la crise dans ce pays et les politiques argentines de réparation économique aux victimes de la dictature de 1976-1983.
mariana.luzzi@gmail.com